



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET D'ILLE-ET-VILAINE

PRÉFECTURE

DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTÉRIELLE

ET DE L'APPUI TERRITORIAL

Bureau de l'Environnement et de l'Utilité Publique

ARRÊTÉ

portant ouverture sur le territoire de la commune de Laillé
d'une enquête publique préalable à :

- ↳ la déclaration d'utilité publique du projet d'aménagement
de l'Ilot Coeur de bourg
- ↳ la cessibilité des terrains nécessaires pour la réalisation de ce projet

LE PRÉFET DE LA RÉGION DE BRETAGNE,
PRÉFET D'ILLE-ET-VILAINE,

VU le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité ;

VU la liste des commissaires enquêteurs publiée au Recueil des Actes Administratifs ;

VU la délibération du Conseil Municipal de Laillé, lors de sa séance du 09 octobre 2017, demandant :

- d'engager la procédure de demande de déclaration d'utilité publique et de cessibilité,
- de solliciter l'ouverture des enquêtes conjointes d'utilité publique et parcellaire préalables à la déclaration d'utilité publique et la cessibilité des terrains nécessaires au projet.

VU les dossiers transmis en vue d'être soumis à l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique du projet susvisé et à la cessibilité des biens nécessaires pour la réalisation de cette opération ;

VU la liste des propriétaires telle qu'elle est connue d'après les documents cadastraux et les renseignements recueillis par l'expropriant ;

VU le plan parcellaire ;

VU la décision du 11 avril 2018 par laquelle le Président du Tribunal Administratif de Rennes a désigné madame Sophie LE DREAN-QUENEC'H DU, en qualité de commissaire enquêteur ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

ARRÊTÉ

Article 1^{er} – Objet et calendrier

A la demande de la commune de Laillé, il sera procédé à une enquête publique préalable à :

- ⇒ la déclaration d'utilité publique du projet d'aménagement de l'îlot « coeur de bourg » ;
- ⇒ la cessibilité des terrains nécessaires pour permettre la réalisation de ce projet.

Cette enquête se déroulera sur le territoire de la commune de Laillé pendant 22 jours consécutifs, du jeudi 07 juin au jeudi 28 juin 2018 inclus, dans les formes déterminées par le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Article 2 – Nomination du commissaire enquêteur

Par décision du 11 avril 2018, le Président du Tribunal Administratif de RENNES a désigné :

- ↳ Madame Sophie LE DREAN-QUENEC'H DU, docteur vétérinaire – docteur en écologie, en qualité de commissaire enquêteur.

Article 3 – Siège et permanences de l'enquête

Le siège de l'enquête est fixé à la mairie de Laillé où toute correspondance pourra être adressée au commissaire enquêteur (Mairie – Rue de la Halte – BP 7 35890 Laillé).

Le commissaire enquêteur recevra en personne les observations écrites ou orales du public à la mairie de Laillé, les :

- ⇒ jeudi 07 juin 2018 – de 09 h 00 à 12 h 00,
- ⇒ mercredi 20 juin 2018 – de 14 h 00 à 17 h 00,
- ⇒ jeudi 28 juin 2018 – de 14 h 30 à 17 h 30.

Article 4 – Publicité

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de cette enquête sera publié, en caractères apparents, huit jours au moins avant l'ouverture, et au plus tard le mercredi 30 mai 2018, des journaux locaux suivants et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci.

- ↳ Le Journal Ouest-France (édition Ille-et-Vilaine)
- ↳ 7 Jours – Les Petites Affiches de Bretagne

Dans les mêmes délais, cet avis sera publié par voie d'affiches apposées en plusieurs lieux de la commune (à la mairie, dans les lieux fréquentés par le public, sur les lieux ou en un lieu situé au voisinage des travaux projetés et visible de la voie publique) et éventuellement par tous autres procédés, huit jours au moins avant la date d'ouverture de l'enquête, soit le mercredi 30 mai 2018 au plus tard, et pendant toute la durée de celle-ci.

L'accomplissement de cette formalité devra être certifié par le Maire de Laillé.

I - DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE

Article 5 – Consultation du dossier

Les pièces du dossier de demande de déclaration d'utilité publique ainsi qu'un registre d'enquête coté et paraphé par le commissaire enquêteur seront déposés à la mairie de Laillé pendant le délai fixé à l'article 1^{er} du présent arrêté. Le dossier sera consultable en ligne sur www.laille.fr et sur www.ille-et-vilaine.gouv.fr

Toute personne pourra prendre connaissance du dossier sur place pendant toute la durée de l'enquête et consigner ses observations sur le registre ouvert à cet effet ou les adresser impérativement avant la clôture de l'enquête, par écrit, au commissaire enquêteur au siège de l'enquête :

Mairie de Laillé
Rue de la Halte – BP 7 35890 Laillé
(lundi : 13 h 30 à 17 h 30
mardi au vendredi: 09 h 00 à 12 h 00 et de 13 h 30 à 17 h 30
samedi : 09 h 00 à 12 h 00)

Ces observations seront annexées au registre d'enquête.

Article 6 – Clôture de l'enquête

A l'expiration du délai d'enquête, le registre sera clos et signé par le commissaire enquêteur.

Le commissaire enquêteur examinera les observations consignées ou annexées au registre et entendra toutes personnes qu'il paraît utile de consulter ainsi que l'expropriant s'il le demande.

II - ENQUÊTE PARCELLAIRE

Article 7 – Consultation du dossier

Les pièces du dossier comprenant le plan parcellaire et la liste des propriétaires ainsi qu'un registre d'enquête coté et paraphé par le maire seront également déposés à la mairie de Laillé pendant le délai fixé à l'article 1^{er} du présent arrêté afin que chacun puisse en prendre connaissance, aux jours et heures habituels d'ouverture au public, et consigner éventuellement sur le registre ses observations sur les limites des biens à exproprier ou les adresser impérativement avant la clôture de l'enquête, par écrit, au commissaire enquêteur au siège de l'enquête.

Notification individuelle du dépôt à la mairie du dossier relatif à l'enquête parcellaire sera faite par l'expropriant, sous pli recommandé avec demande d'avis de réception, aux propriétaires figurant sur la liste établie en application de l'article R.131-3 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, lorsque leur domicile est connu d'après les renseignements recueillis par l'expropriant, ou à leurs mandataires, gérants, administrateurs ou syndics.

En cas de domicile inconnu, la notification est faite en double copie au maire qui en fait afficher une et, le cas échéant, aux locataires et preneurs à bail rural.

Les propriétaires auxquels notification est faite sont tenus de fournir les indications relatives à leur identité ou, à défaut, de donner tous renseignements en leur possession sur l'identité du ou des propriétaires actuels.

En cas d'usufruit, la notification doit être faite à l'usufruitier et au nu-propriétaire.

Le propriétaire et l'usufruitier sont tenus d'appeler et de faire connaître à l'expropriant, dans le délai d'un mois, les fermiers, les locataires, les personnes qui ont des droits d'emphytéose, d'habitation ou d'usage et celles qui peuvent réclamer des servitudes.

Ces notifications seront faites à la diligence de la mairie de Laillé avant le mercredi 30 mai 2018 (date limite de réception de l'envoi recommandé).

Article 8 – Clôture de l'enquête parcellaire

A l'expiration du délai fixé à l'article 1^{er} du présent arrêté, le registre d'enquête parcellaire sera clos et signé par le maire et transmis dans les 24 heures, avec le dossier d'enquête parcellaire, au commissaire enquêteur. Celui-ci donnera son avis sur l'emprise des ouvrages projetés et dressera le procès-verbal de l'opération après avoir entendu toutes les personnes susceptibles de l'éclairer.

Article 9 – Changement de tracé

En application des dispositions de l'article R.131-11 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, si le commissaire enquêteur propose, en accord avec l'expropriant, un changement au tracé et si le changement rend nécessaire l'expropriation de nouvelles surfaces de terrains bâties ou non bâties, l'avertissement en sera donné collectivement et individuellement, dans les conditions fixées aux articles R.131-5 et R.131-6 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, aux propriétaires qui seront tenus de se conformer aux dispositions de l'article R.131-7 du dit code.

Pendant un délai de huit jours à dater de cet avertissement, le procès-verbal et le dossier resteront déposés à la mairie ; les intéressés pourront fournir leurs observations dans les conditions prévues à l'article R.131-8 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

A l'expiration de ce délai, le commissaire enquêteur fera connaître à nouveau, dans un délai maximum de

huit jours, ses conclusions et transmettra le dossier au Préfet d'Ille-et-Vilaine – Direction de la coordination interministérielle et de l'appui territorial – Bureau de l'environnement et de l'utilité publique.

III – RAPPORT ET CONCLUSIONS

Article 10 – Rédaction du rapport et des conclusions

Le commissaire enquêteur rédigera des conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables ou non à l'opération.

Le commissaire enquêteur donnera également, dans un document séparé, son avis sur l'emprise des ouvrages projetés à l'issue de l'enquête parcellaire.

Le commissaire enquêteur transmettra, dans le délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête, les dossiers complets de l'enquête accompagnés des registres et des pièces annexées, avec le rapport et les conclusions motivées au Préfet d'Ille-et-Vilaine – Direction de la coordination interministérielle et de l'appui territorial – Bureau de l'environnement et de l'utilité publique.

Article 11 – Consultation du rapport et des conclusions

Une copie du rapport dans lequel le commissaire enquêteur énonce ses conclusions motivées sera déposée à la mairie de Laillé ainsi qu'à la préfecture d'Ille-et-Vilaine où toute personne physique ou morale concernée pourra en demander communication.

Article 12 – Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine et le Maire de Laillé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

RENNES, le 16 MAI 2018

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,

Denis OLAGNON